

FÉDÉRATION
PARAPLUIE
ROUGE



RAPPORT D'ACTIVITÉS

2022

Sommaire

**Présentation de la
Fédération**

**Présentation des
associations membres**

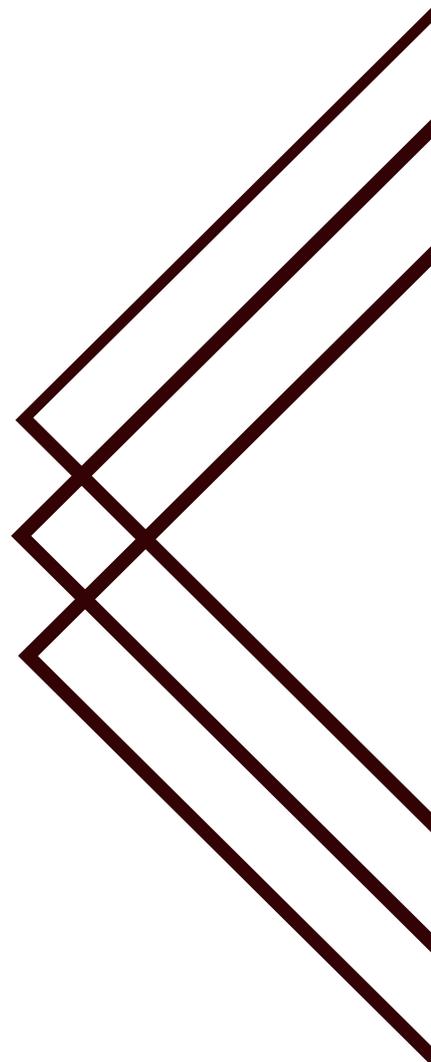
Chiffres des associations

Actions des associations

**Actions de la Fédération
en 2022**

Compte-rendu financier

A suivre



Présentation de la Fédération Parapluie Rouge

La Fédération Parapluie Rouge est composée en 2021 de la plupart des associations de santé communautaire et de travailleur·se·s du sexe en France à savoir : Acceptess T (Paris), Autres Regards (Marseille), Bad Boys (Paris & Marseille), Cabiria (Lyon), Chaffle autodéfense (Paris & Nantes), Collectif des femmes de Strasbourg St-Denis (Paris), Grisélidis (Toulouse), Paloma (Nantes), PASTT (Paris), PDA (Besançon), les Roses d'Acier (Paris), et STRASS- Syndicat du travail sexuel (France), Pétrolettes (Rennes & Brest). La Fédération Parapluie Rouge recrute comme membre et s'adresse principalement aux associations, groupes et collectifs dits communautaires, c'est-à-dire qui remplissent au minima deux des trois critères suivants : Que leur personnel soit composé au moins d'un tiers de travailleur·se·s du sexe* Que la moitié de leurs porte-paroles soient des travailleur·se·s du sexe* Que la moitié de leur CA soit composé de travailleur·se·s du sexe* *(ou ayant exercé le travail sexuel).

Notre objectif est de fédérer l'ensemble des forces qui luttent pour la santé et les droits des travailleur·se·s du sexe, et particulièrement contre le VIH/sida & autres IST, puisque c'est avec l'arrivée du sida que les associations de santé communautaire se sont créées en France. Il est à noter qu'une des spécificités de la santé communautaire est de développer un lien de confiance fort et « l'empowerment » au sein de la population clé des travailleur·se·s du sexe, et que pour ce faire, les actions menées se réalisent concrètement à l'échelle locale. L'histoire de notre mouvement a donc été un long processus de fédération de ces forces parsemées sur différentes villes de France, afin de faire valoir l'expertise tirée des pratiques de terrain, et la mise en place d'un plaidoyer au niveau national pour défendre et promouvoir l'efficacité des résultats observés

Cependant, avant même son existence, la santé communautaire a été concurrencée par d'autres secteurs du champ associatif, en particulier les associations dites d'action sociale issues de l'idéologie abolitionniste et ayant pour but la « sortie de la prostitution ». En France, l'approche abolitionniste est héritière du christianisme social et a historiquement été hostile à la santé communautaire, considérant que la lutte contre la prostitution prévaut à la lutte contre le sida, et que le meilleur moyen d'arrêter le sida chez les travailleur·se·s du sexe est « d'abolir la prostitution ».

Ce sont deux visions inconciliables puisque la santé communautaire reprend à son compte les principes fondamentaux de la lutte contre le sida, à savoir le non-jugement des comportements sexuels, le respect de l'autodétermination et du libre arbitre, la reconnaissance de l'expertise des personnes concernées, la distribution des messages et outils de prévention et la réduction des risques plutôt que les approches morales et répressives visant à l'abstinence, la lutte contre la stigmatisation et contre la pénalisation des personnes séropositives et issues des populations clés, etc.

Ces deux approches co-existent et sont toutes deux soutenues par les pouvoirs publics en France mais de manière très inégale. En effet, depuis que la lutte contre le VIH/sida n'est plus perçue comme un enjeu urgent de crise sanitaire comme ce fut le cas dans les années 1990, la santé communautaire est progressivement menacée par une remontée en puissance de l'idéologie abolitionniste, notamment depuis les années 2000.

En 2002, le collectif Droits & Prostitution (avant la fédération) s'était créé pour s'opposer à la mise en place de la pénalisation du racolage public dans le cadre de la Loi pour la Sécurité Intérieure de 2003, dite loi Sarkozy, avec pour message que toute pénalisation était incompatible avec la santé des personnes. Ce fut une bataille très difficile se concluant finalement en 2016 avec le vote définitif de la loi dite contre le « système prostitutionnel », incluant la pénalisation des clients, adoptée malgré plus de 4 années d'efforts pour l'empêcher. Malheureusement, cette nouvelle pénalisation a des effets semblables à l'ancienne, voire plus néfastes encore, notamment en matière de précarisation.

A cause d'un pouvoir de négociation affaibli, une baisse des prix, et une mobilité accrue, les travailleur·se·s du sexe ont de plus grandes difficultés à imposer leurs conditions, le port du préservatif, et interrompent parfois leurs traitements lors de leurs déplacements. L'accompagnement par nos associations est rendu plus compliqué à cause des pertes de contact et des relocalisations vers des endroits plus isolés. Les signalements d'agressions sont également plus nombreux. La décriminalisation du travail sexuel pourrait pourtant réduire les risques d'infection au VIH de 33 à 46% d'après The Lancet. (1) Par exemple, en Nouvelle Galles du Sud, Australie, aucun cas de transmission VIH n'a été répertorié depuis que le travail sexuel y a été dépénalisé en 1995. (2) La décriminalisation du travail sexuel est une politique recommandée par l'ONUSIDA et l'Organisation Mondiale de la Santé, ainsi que l'ensemble des associations de lutte contre le sida, le Planning Familial ou Médecins du Monde. 1/ Lien: [The Lancet](#) 2/ Lien: [UNSW](#)

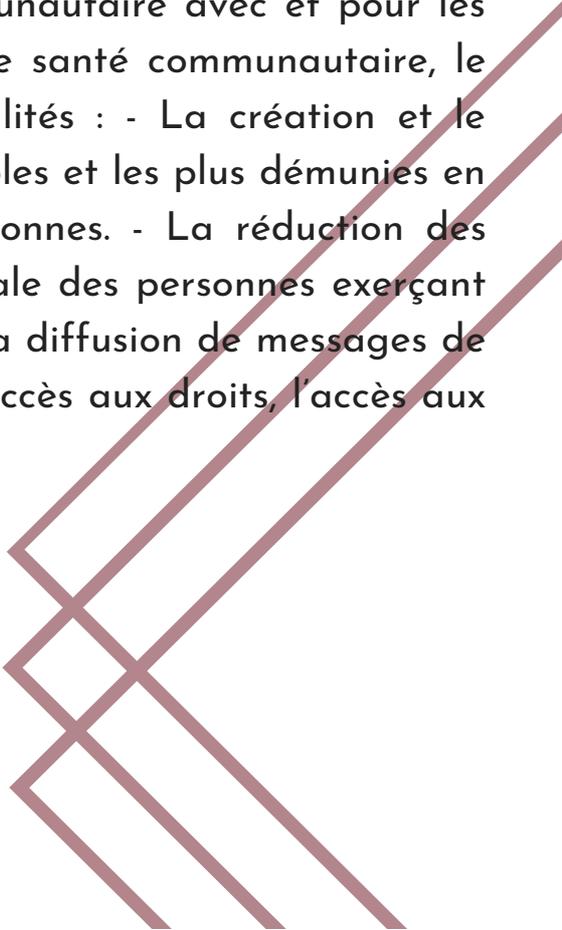
Présentation des associations membres

Acceptess-T (Paris)

L'association, de son nom complet Actions Concrètes Conciliants : Education, Prévention, Travail, Equité, Santé et Sport pour les Transgenres, est créée le 26 juin 2010. Acceptess-T se donne pour objectif de lutter contre toute forme d'exclusion, de discrimination de toute nature (abus, violences, maltraitances), liée à l'identité et à l'expression du genre, à l'encontre des personnes transgenres et/ou se revendiquant comme telle ; de diffuser et débattre autour des informations ayant un rapport direct, indirect, induit ou sans rapport avec les questions liées à la transidentité, et créer un lieu d'accueil, de convivialité et de services afin de constituer un pont culturel qui favorise la reconnaissance, la visibilité et la détermination des personnes transgenres au sein de la société et plus largement pour les droits humains et libertés fondamentales de toutes et tous.

Autres Regards (Marseille)

Autres Regards est une association de santé communautaire avec et pour les travailleuses du sexe. A travers une approche de santé communautaire, le projet de l'association Autres Regards a pour finalités : - La création et le maintien du lien avec les personnes les plus vulnérables et les plus démunies en luttant contre l'exclusion et/ou l'isolement des personnes. - La réduction des risques sanitaires liée à la sexualité multi partenariale des personnes exerçant le travail du sexe par la distribution de matériel et la diffusion de messages de prévention et la promotion de la santé sexuelle - L'accès aux droits, l'accès aux soins et l'accès à la citoyenneté.



Bad Boys (Paris & Marseille)

Bad Boys est une association communautaire composée de mecs (trans, non binaires, cis) travailleur-se-s du sexe de toutes orientations sexuelles. « Nous avons décidé de nous mobiliser pour créer une visibilité claire : nous existons, et nos existences ne peuvent être niées. En tant que mecs TDS, nous traversons des situations spécifiques au milieu dans lequel nous travaillons. Nous nous unissons aux associations existantes pour lutter pour nos droits, pour une reconnaissance de notre activité, et pour des lois justes et inclusives. Le sexe peut être un travail et le travail du sexe est un travail ! Nous luttons pour l'abrogation de la pénalisation des clients et de la loi contre le proxénétisme (des lois existent déjà contre la traite des êtres humains). Nous exigeons des papiers pour nos collègues. Nous appelons à une lutte active contre la putophobie, le sexisme, la transphobie, le racisme, le validisme, la grossophobie, la psychophobie, la toxicophobie, l'âgisme, la follophobie et tout rapports de dominations systémiques et interpersonnels. Nous luttons pour la décriminalisation, pour notre liberté à nous autoorganiser, pour un accès à la dignité, aux soins, au respect, à la vie, et à l'épanouissement ! »

Cabiria (Lyon)

Depuis 1993, Cabiria développe une action de santé communautaire sur les territoires de la prostitution lyonnaise. Cette association est construite à parité entre les personnes prostituées, les personnes de santé, les chercheur-e-s, à la fois dans le Conseil d'administration et dans l'équipe de terrain. Elle applique une méthodologie de santé communautaire ; en quelques mots, il s'agit de s'allier avec la communauté concernée pour mieux définir ses besoins de santé et mieux adapter les réponses de l'association.

Chaffle autodéfense (Paris & Nantes)

Dans une perspective inclusive et afin de faire face à la multiplicité des stigmatisations, nous avons créé le programme S.W.A.G. Objectif: rendre le droit à l'autodéfense et à disposer de son corps et de sa vie accessibles à toutes sans distinction. Chaffle propose des formations de prévention et des ateliers d'autodéfense féministe afin de réduire les agressions sexistes et sexuelles : dans les espaces festifs (bars, SMAC, festivals, clubs), les espaces professionnels (entreprises, assos, collectivités, etc.), les espaces publics et les espaces privés.

Collectif des femmes de Strasbourg St-Denis (Paris)

Collectif composé des prostituées du quartier Strasbourg-Saint-Denis créé en septembre 2013 : revendiquer nos droits au travail.

Grisélidis (Toulouse)

Grisélidis est une association de santé communautaire avec et pour les travailleuses et travailleurs du sexe. Elle s'adresse aux personnes qui proposent des services sexuels tarifés dans la rue à Toulouse et sur Internet au niveau national. Les principales missions de l'association sont la lutte contre le VIH, les Hépatites et les autres IST ; les inégalités de santé ; l'accès aux droits ; la lutte contre les violences et la stigmatisation. Il s'adresse aussi aux acteurs et actrices associatifs, aux professionnel-le-s du secteur sanitaire et social, aux militant-e-s et aux travailleurs, travailleuses paires.

Paloma (Nantes)

Créée en 2017 avec le soutien de Médecins du Monde Nantes, l'association Paloma a pour objectif de promouvoir la santé des personnes proposant des services sexuels tarifés en se référant aux principes de la réduction des risques. Elle promeut la démarche communautaire, reconnaissant ainsi les compétences et capacités des personnes directement concernées. Par son action, Paloma identifie et révèle les obstacles d'accès aux droits et les mesures protectrices qui pourraient y mettre fin.

PASTT (Paris)

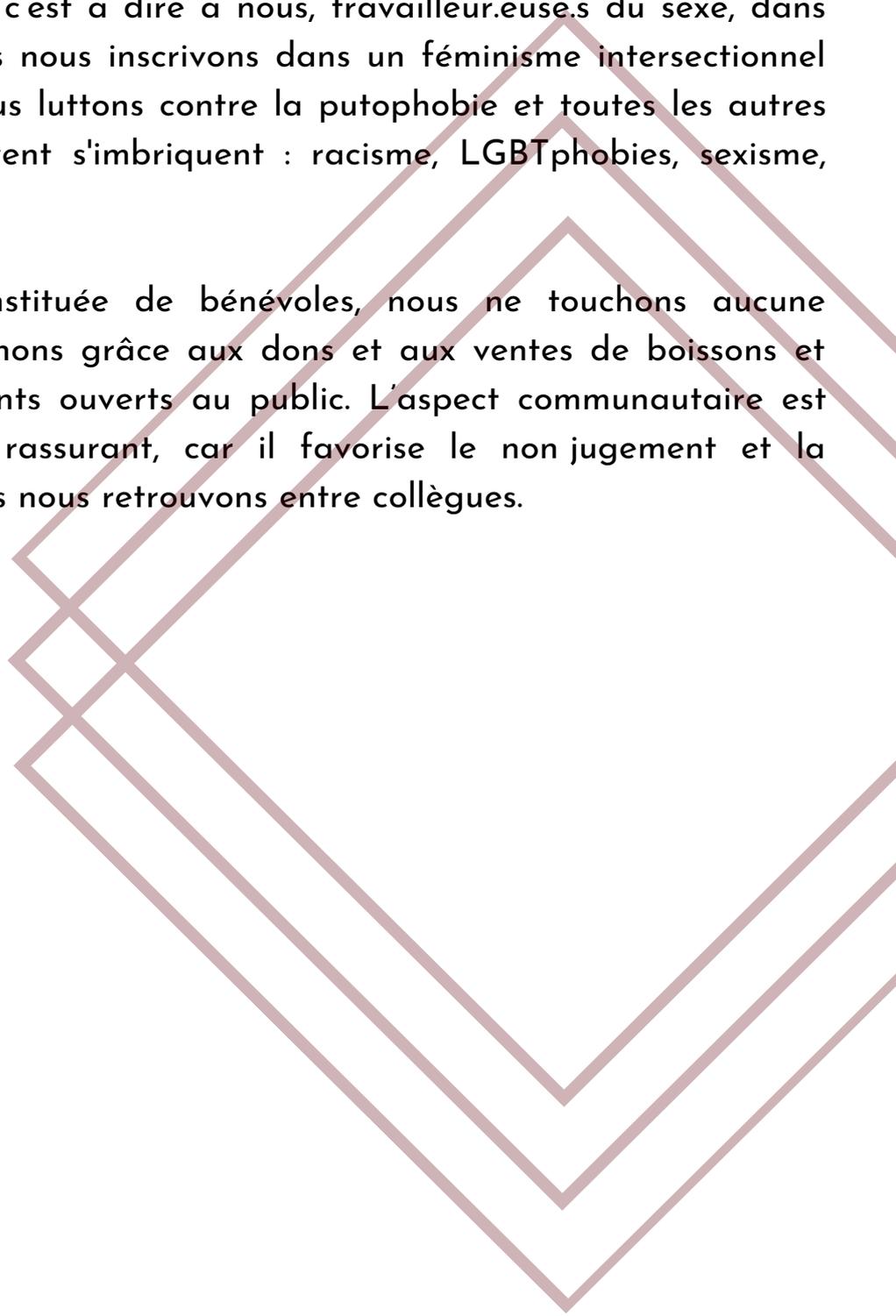
Le PASTT (Prévention Action Santé Travail pour les Transgenres) est une association de loi 1901, fondée en 1992 par le Docteur Camille CABRAL, en réponse aux besoins spécifiques et aux difficultés particulièrement importantes que rencontre la communauté transsexuelle et transgenre. Depuis 22 ans, la structure œuvre pour la reconnaissance et l'insertion socio culturelle et professionnelles des personnes transgenres.

PDA (Besançon)

Créée à Besançon en 2010, l'association lutte contre les violences, l'exclusion, la précarité et la stigmatisation qui touchent les personnes exerçant, ou ayant exercé, le travail sexuel, et principalement la prostitution (en rue et sur Internet), en Franche-Comté.

Nous militons contre les violences et le contrôle des corps. Nous revendiquons la décriminalisation des conditions d'exercice de nos métiers, et la reconnaissance de nos droits en tant que travailleur.euse.s du sexe (TDS). Loin d'une approche infantilisante et misérabiliste, nous considérons que la parole doit être aux concerné.e.s, c'est à dire à nous, travailleur.euse.s du sexe, dans toutes nos diversités. Nous nous inscrivons dans un féminisme intersectionnel pro droits et prochoix. Nous luttons contre la putophobie et toutes les autres oppressions qui bien souvent s'imbriquent : racisme, LGBTphobies, sexisme, classisme, validisme, etc...

PDA est uniquement constituée de bénévoles, nous ne touchons aucune subvention. Nous fonctionnons grâce aux dons et aux ventes de boissons et goodies lors des évènements ouverts au public. L'aspect communautaire est pour nous nécessaire et rassurant, car il favorise le non jugement et la confidentialité lorsque nous nous retrouvons entre collègues.



Les Roses d'Acier (Paris)

Les Roses d'Acier est une association créée en novembre 2014 par et pour les travailleuses du sexe chinoises en France, avec le soutien d'associations partenaires dont Médecins du Monde.

Elle vise à :

- Lutter pour les droits des femmes migrantes chinoises travailleuses du sexe,
- Améliorer leurs conditions de vie et de travail,
- Agir contre les violences et discriminations à leur encontre,
- Développer la solidarité et l'entraide entre les femmes chinoises migrantes en précarité.

Les Roses d'Acier est une association communautaire. Elle est entièrement portée par les personnes concernées, les travailleuses du sexe chinoises, afin de mieux comprendre les besoins et y apporter les réponses les plus pertinentes. Elle intervient principalement à Paris, plus particulièrement à Belleville et dans le 13^e arrondissement.

Les Roses d'Acier agissent sur trois niveaux : Au niveau national : elles participent au plaidoyer collectif mené par les associations partenaires pour la décriminalisation du travail du sexe, la défense des droits des travailleuses du sexe et la lutte contre leur stigmatisation.

Au niveau local : elles mènent des actions de sensibilisation des riverains à la question du travail du sexe et aux contextes migratoires des femmes chinoises afin de lutter contre les discriminations et de favoriser des liens avec les différents acteurs associatifs et sociaux.

Au niveau intra-communautaire : elles apportent des réponses concrètes aux besoins des adhérentes : cours de français, ateliers de prévention contre les violences, formations, ligne téléphonique d'urgence, etc.

STRASS- Syndicat du travail sexuel (France)

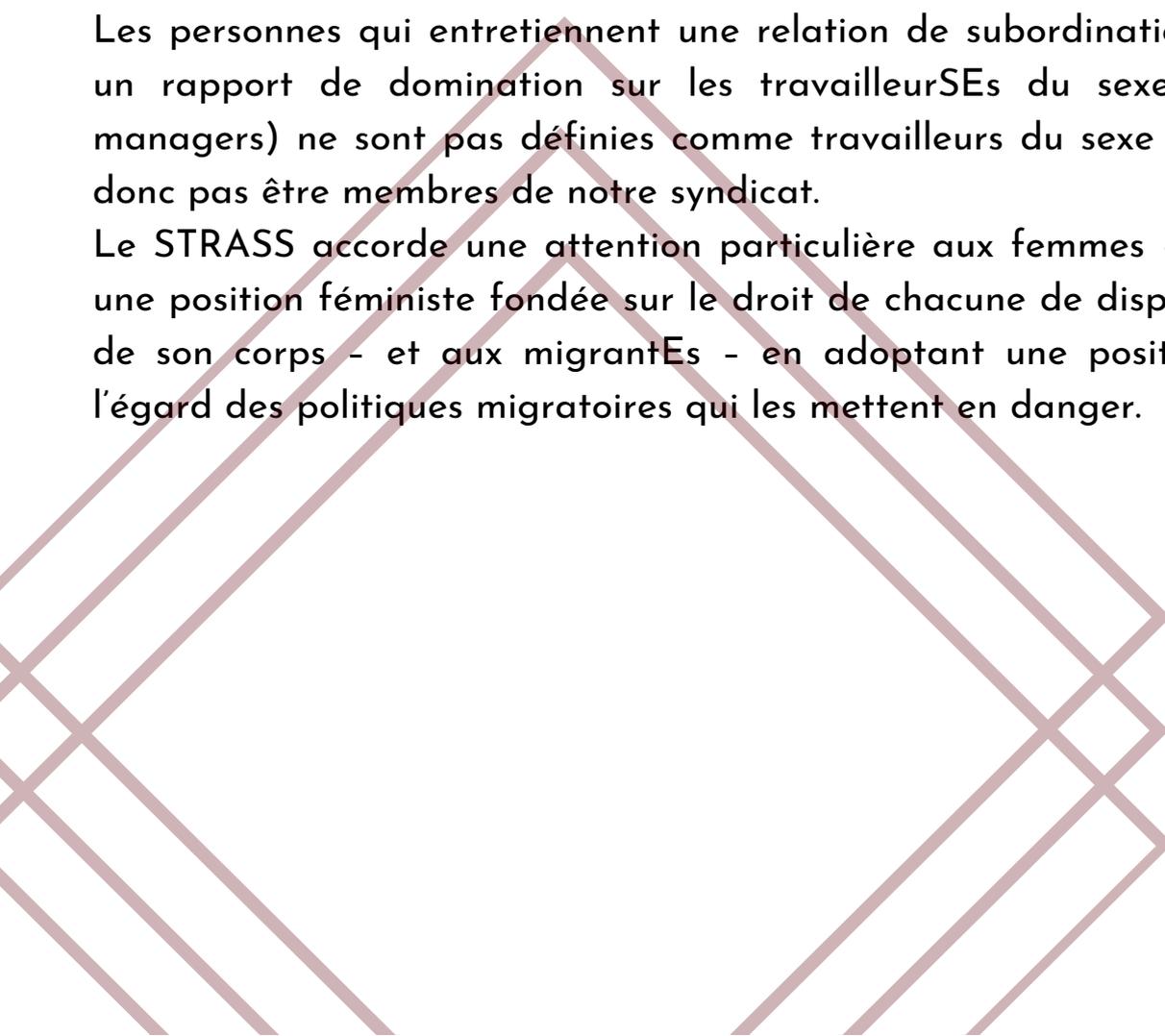
Le STRASS ou Syndicat du TRAVAIL Sexuel existe depuis 2009 en France. Il a été créé par des travailleurSEs du sexe lors des Assises européennes de la prostitution qui se tenaient alors à Paris ; y étaient rassembléEs des travailleurSEs du sexe, rejointEs par des juristes, des travailleurs sociaux, des sociologues, etc.

Parce que nous, les travailleurSEs du sexe, considérons que le respect des droits fondamentaux d'une personne est le meilleur moyen de favoriser son émancipation, nous nous battons avec le STRASS pour que touTEs les travailleurSEs du sexe aient les mêmes droits que toute personne et toutE travailleurSE. Alors, seulement, nous serons en mesure de nous défendre contre toute atteinte à nos droits.

Le STRASS représente touTEs les travailleurSEs du sexe, quels que soient leur genre ou le type de travail sexuel concerné. Nous sommes des prostituéEs (de rue ou indoor), des acteurTRICEs porno, des masseurSEs érotiques, des dominatrices professionnelles, des opérateurTRICEs de téléphone/webcam rose, des strip-teaseurSEs, des modèles érotiques, des accompagnantEs sexuelleS, etc.

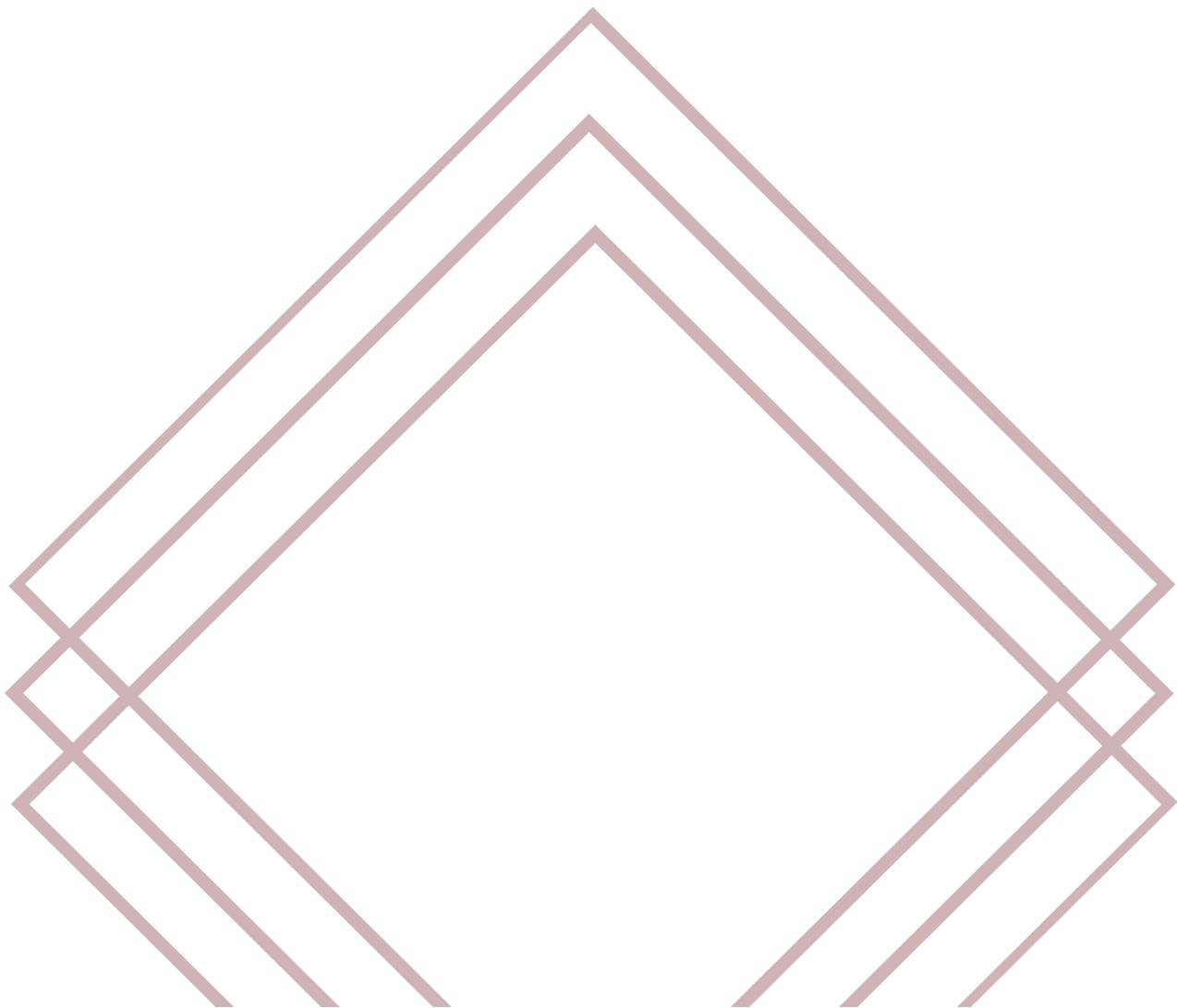
Les personnes qui entretiennent une relation de subordination et exercent un rapport de domination sur les travailleurSEs du sexe (employeurs, managers) ne sont pas définies comme travailleurs du sexe et ne peuvent donc pas être membres de notre syndicat.

Le STRASS accorde une attention particulière aux femmes - en adoptant une position féministe fondée sur le droit de chacune de disposer librement de son corps - et aux migrantEs - en adoptant une position critique à l'égard des politiques migratoires qui les mettent en danger.



Pétrolettes (Rennes & Brest).

En quelques mots Les Pétrolettes est une association de développement communautaire, née le 18 Mai 2020 à Rennes, qui a pour objet de lutter contre les violences faites aux Femmes et autres minorités. Elle est menée AVEC et POUR les travailleur-ses du sexe et leur allié-es. Notre pari est de croire en la convergence des luttes entre personnes concernées par la Violence, notamment systémique. Nous luttons contre toutes formes de carcans qui enferment trop souvent les personnes dans des cases sans prendre en compte les contextes de chacun-e et qui entravent le Pouvoir d'agir. La création d'une communauté de femmes et d'allié-es solidaires qui lutte contre les violences faites aux femmes et autres minorités AVEC et POUR les travailleur-ses du sexe. Cette association souhaite ouvrir des espaces d'accompagnement individuels et collectifs pour favoriser les parcours d'émancipation des personnes. Les actions menées répondent aux envies et demandes des personnes concerné-es. L'accès aux droits, à la santé, à la culture, aux loisirs sont autant de champs que l'association veut défendre.



Chiffres des associations

30 185

Contacts

16 228

Contacts par voie numérique

4497

Personnes accompagnées

4624

Dépistages

Chiffres des associations

Nous remarquons une hausse des contacts globaux cette année, peut-être dûe à un rebond de l'activité des associations après la période COVID où les activités avaient été fortement ralenties.

Nos autres données semblent rester stables, même si nous pouvons considérer qu'elles sont partiellement en deçà des chiffres réels, nos associations n'ayant pas encore un système communs de collecte des données.

Chaque association de santé communautaire qui est membre de la FPR a son histoire et son contexte de création. Toutes ne réalisent pas les mêmes activités. Mais toutes sont engagées pour améliorer la santé et les droits des TDS. L'engagement dans la lutte contre le VIH a été le point de départ historique de la création des premières associations de santé communautaire. Les valeurs de participation, Réduction des Risques, non jugement sont communes à toutes les associations.

Actions des associations

En 2022, le STRASS a mené le projet "Restons au chaud" en embauchant une médiatrice culturelle et en distribuant une vingtaine de tentes et de lampes torches au Bois de Boulogne.

Des groupes de paroles sont animés de manière régulière (souvent une fois par mois) un peu partout en France par les référents régionaux du STRASS et les associations membres de la FPR.

Acceptess-T note une augmentation des OQTF (obligation de quitter le territoire français) et des IRTF (interdiction de retour sur le territoire français). Cela montre le durcissement du cadre d'accès au droit au séjour. Il est également à noter une criminalisation plus importante des personnes trans étrangères travailleuses du sexe à travers l'augmentation du nombre d'IRTF ayant pour cause le trouble à l'ordre public pour des délits mineurs (détention de petites doses de stupéfiants ou exhibition sexuelle dans le cadre du travail du sexe) et d'OQTF distribuées au Bois de Boulogne dans le cadre du travail du sexe.

L'association Autres Regards tient des séances d'atelier théâtre. Le Collectif des Femmes de Strasbourg-Saint-Denis mène des actions d'information et apporte son expertise pour des enquêtes et du plaidoyer local et national.

Actions des associations

L'association Paloma a accompagné des victimes sur deux procès majeurs aux assises pendant plusieurs jours, l'un pour viols en série, l'autre pour proxénétisme.

Le projet Présentés! mené au sein de Cabiria a présenté son premier bilan très positif. L'action Présentés! est une action régionale d'aller-vers virtuel à destination des femmes cisgenre et transgenre ayant une annonce d'escorting en ligne, et issues de différentes communautés, débutée en novembre 2021.

Le PASST a suivi de près et commencé la distribution de chèques services pour les personnes infectées par le virus Monkeypox.

Les Pétrolettes ont développé une antenne dans le Finistère.

Les Roses d'Acier proposent des cours de français et a déjà accueilli plus de 24 membres pendant ces cours.

Temps forts de la Fédération Parapluie Rouge

Janvier

Rencontres de la Coordination Féministe à Rennes, avec les Pétrolettes, le STRASS et la FPR représentés. Animation d'un atelier sur "Comment être un.e bon.ne allié.e des TDS".

Audition avec des membres d'EELV (Sandrine Rousseau et Mélanie Vogel)

Audition avec des membres de LFI

Février

Table Ronde à Genève organisée par le Collectif Occasionnel sur la situation des TDS en France / comparatif avec la Suisse

Visite des archives Grisélidis Real

Visite de l'association Aspasia

Premier séminaire TDS organisé par AIDES

Travail sur la saisine du Défenseur des Droits avec Act-Up et le STRASS

Mars

Journées sur les mineurs et le numérique organisée par Entr'Actes à Lille

Visite des locaux de l'association

Travail inter associatif sur les enjeux du numérique, échanges de pratiques

Temps forts de la Fédération Parapluie Rouge

Avril

13 avril : des événements un peu partout en France
Envoi de courriers pour les candidats aux législatives

Mai

Journée d'ateliers avec Sidaction

Juin

Début de l'organisation des Rencontres de la Fédération Parapluie Rouge
Assemblée Générale de la FPR
Rapport d'Activité
Présence aux Putains de Rencontres organisées par la STRASS

Juillet

Suivi de l'épidémie Monkeypox, travail en commun avec les assos de santé et la DGS, et les ARS

Septembre

Demande d'une subvention spéciale auprès du Ministère de la Santé pour les personnes infectées par Mpox, afin de distribuer des chèques services.
Organisation des Rencontres de la FPR
Rendez-vous avec le Ministère de la Santé et le Ministère des Solidarités

Temps forts de la Fédération Parapluie Rouge

Octobre

Rencontres de la Fédération Parapluie Rouge dans les locaux de Cabiria à Lyon

Rencontres - Jour 1

9H 30 - ACCUEIL

10H - INDICATEURS ET
EMPOWERMENT

Définition de l'empowerment,
comment le mesurer, quels sont les
indicateurs déjà existants...

11H30 - HARMONISATION DES
DONNÉES

Reprise du travail entamé par le
groupe de travail

13H - 14H PAUSE REPAS

14H - EVOLUTIONS DES
PRATIQUES DANS LES
ASSOCIATIONS

Entretien en santé, nouveaux
enjeux d'aller-vers numérique, et
d'accueil

Outils et stratégies des associations

15H30 - SANTÉ MENTALE

Comment s'outiller ? Comment
orienter ?

19H30 - APÉR'IPUTES

Fédération Parapluie Rouge

Rencontres - Jour 2

9H 30 - ACCUEIL

MATIN - FINANCEMENTS DE LA
FPR

Etat des lieux, financements
européens, viabilité financière de la
FPR, stratégies, évolution, budget
prévisionnel...

13H-14H - PAUSE MIDI

APRÈS-MIDI - PÉRÉNISATION DE
LA FPR

Diagnostic, Plan Stratégique et
Projet Associatif

19H30 - APÉR'ASSOS

Rencontre entre TDS et acteurs
associatifs
Ouvert à tous

Fédération Parapluie Rouge

Rencontres - Jour 3

9H 30 - ACCUEIL

10H - PLAIDOYER

Projets de plaidoyer, plaidoyers des
partenaires, mise en commun

Positionnement interassociatifs

Groupes de travail : où en est-on ?
Où va-t-on ?

13H - 14H PAUSE REPAS

14H - SUITE PLAIDOYER

16H - MOT DE FIN ET
CONCLUSION

Fédération Parapluie Rouge

Novembre

Journées du Soin communautaire à Toulouse

Visite à Grisélidis

Projet d'annuaire mené par Paris Sans Sida et Cabiria

Décembre

Subvention exceptionnelle obtenue auprès de la DGCS pour les personnes infectées par Mpox

Temps forts de la Fédération Parapluie Rouge

Tout au long de l'année

Groupes de travail :

- Mineurs
- Numérique
- Exploitation
- Consultation Communautaire
- Féminisme

La FPR est l'une des organisations pilote de l'Inter Orga Féminicides et est membre de la Coordination Féministe.

Compte-rendu financier

Depuis fin 2021, le renforcement de la coordination générale et de la recherche de fonds permet d'explorer de nouvelles possibilités de financements.

Les liens accrus avec ESWA <https://www.eswalliance.org/> nous ont permis d'intégrer 2 processus de demande de financement européen : les projets CORE et MARSHA, d'être retenues sur le projet CORE, "Community Response to End Inequalities" et de bénéficier à ce titre d'une subvention européenne sur 3 ans. (101080079 / Topic ID : EU4H-2021-PJ-13)

Début 2022, la FPR a été cooptée pour solliciter le fonds Mama Cash, <https://www.mamacash.org/fr/l-activisme-feministe> qui a soutenu l'organisation des premières Rencontres de la Fédération.

Également, la FPR a perçu un financement de GILEAD <https://www.gilead.fr/> pour la mise en place d'une action ponctuelle d'aller-vers virtuel qu'elle a menée en propre, en complément de celles effectuées par les associations membres.

C'est la première fois que l'industrie pharmaceutique supporte financièrement la Fédération.



Compte-rendu financier

Enfin, la Fédération Parapluie Rouge s'est énormément investie dans la mise en place de la réponse communautaire à l'épidémie de Monkey Pox à laquelle les TDS sont très exposés.

Après de longues semaines de plaidoyer et de négociations, avec la Direction Générale de la Santé et la Direction Générale de la Cohésion Sociale, cette dernière a consenti à octroyer une subvention ad hoc visant à indemniser a posteriori les publics par la distribution de Chèques-Service.

Ici encore il s'agit d'une contribution inédite.

Cependant, il demeure très difficile d'obtenir des financements, d'une part parce que l'activité de la Fédération est centrée sur du plaidoyer, d'autre part parce que les pouvoirs publics, en France, privilégient les structures abolitionnistes, au détriment des associations communautaires.



A suivre

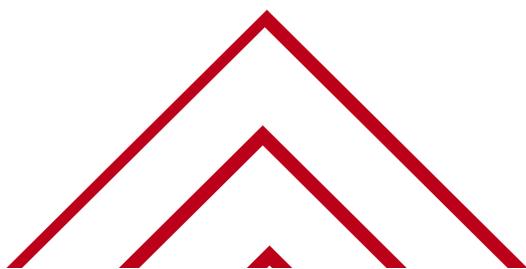
En 2023, nous pouvons faire un premier bilan de la distribution des chèques-services MpoX.

Un travail d'accompagnement des associations se met tout doucement en place.

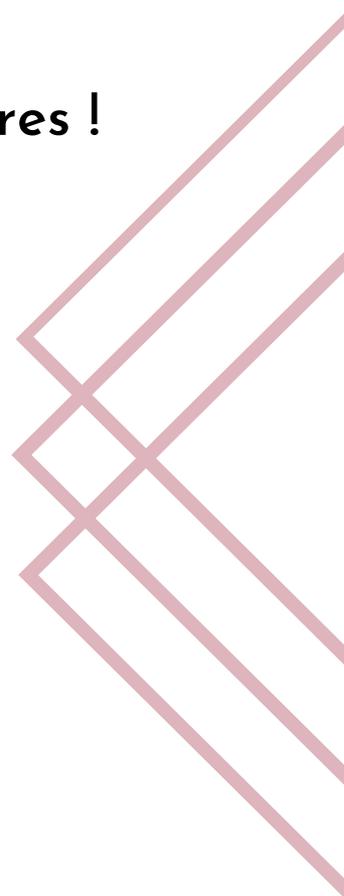
La FPR commence aussi à toucher son premier financement européen afin de mettre en place un projet d'harmonisation des données qui permettra un plaidoyer plus efficace et durable.

Nous nous lançons également dans des recours auprès de la Justice contre les arrêtés municipaux et préfectoraux.

Nous nous efforçons aussi d'intégrer de nouvelles structures : Queer Auvergne, Chardon Ardent, etc...



Merci aux associations et aux partenaires !



Rédaction : Berthe De Laon et Cecil Lhuillier

